

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 04 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVTV

14 Rue du Clos Baron
35400 Saint-Malo

Références : UD35/2025-311
Code AIOT : 0005501525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement EVTV implanté 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo.

L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVTV
- 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005501525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVTV est une entreprise bretonne spécialisée dans la gestion des déchets dont la collecte et le regroupement d'huiles usagées et de déchets d'hydrocarbures ainsi que dans le traitement des eaux hydrocarburées.

Les activités réalisées sur l'établissement de Saint-Malo situé 10-18 rue du Clos au baron sont :

- la collecte, le regroupement et le transit d'huiles usagées ;
- la collecte, le regroupement et le traitement d'eaux hydrocarburées ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage de réseaux de gestion des eaux pluviales ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage des réseaux d'assainissement.

Thèmes de l'inspection

Action nationale 2025 – plan de modernisation des installations industrielles (PMII)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Demande d'action corrective	3 mois
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
8	8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
3	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant adhère au principe du suivi des équipements au titre du plan de modernisation des installations industrielles.

Cependant ce suivi n'est pas exhaustif et un certain nombre de documents méritent une mise à jour. De plus, une cohérence entre les documents doit être établie.

Si l'exploitant connaît spécifiquement l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif aux réservoirs, il a occulté les articles 5 et 6 du-dit arrêté; ces derniers s'intéressant respectivement aux tuyauteries et capacités et aux rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'arrêté du 04 octobre 2010 s'applique au site. L'exploitant connaît spécifiquement l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, soit celui relatif aux réservoirs. Un état initial recensant ce type d'équipements a donc été réalisé en 2011. Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas conscience que son installation comprenait aussi des éléments tels que tuyauteries et capacités, d'une part, et cuvette et caniveau, d'autre part, assujettis respectivement aux articles 5 et 6 de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose de deux listes relatives aux réservoirs : <ul style="list-style-type: none">- une première liste, datant de 2013, comprenant des réservoirs n'existant plus.- une seconde liste établissant ceux soumis ou non à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ; celle-ci ayant été mise à jour le 11/07/2025. La seconde liste établit 6 réservoirs soumis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 à savoir les réservoirs E2, C et numéros 10, 14, 15 et 16. Au regard de la dimension du site, l'exploitant s'estime en capacité d'examiner le sujet PM2I en cas de modification matérielle sur site. L'inspection a vérifié ce recensement par analyse des plans et par une visite terrain. Les plans sont anciens et ne reflètent pas la réalité des réservoirs présents et des produits stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il convient d'établir une liste unique des réservoirs, mise à jour périodiquement ; celle-ci précisant l'application ou non de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Les plans du site sont à mettre à jour, en cohérence avec la liste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : 3) Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
Prescription contrôlée : 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)
Constats : L'inspection a consulté le dossier relatif au réservoir n°15. S'y trouvent : <ul style="list-style-type: none">- un état initial comprenant les caractéristiques (matériau, dimension...) ;- les fiches de visite de routine réalisées par le chargé d'affaires de la société ;- les rapports des visites externes en exploitation. Aucun contrôle initial des réservoirs n'a été réalisé. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un tableau établissant les dates, passées et à venir, de visite de routine annuelle et de visite externe détaillée quinquennale pour l'ensemble des réservoirs concernés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Un contrôle initial comprenant des mesures d'épaisseurs de tout nouveau réservoir doit être réalisé avant toute installation sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
Constats : L'exploitant prévoit bien pour les réservoirs soumis à PM2I : <ul style="list-style-type: none">- tous les ans, une visite de routine ;- tous les 5 ans, une visite externe détaillée. En 2024, une visite de routine annuelle a été réalisée en mars. Elle a été suivie d'une visite externe détaillée quinquennale en mai. Ces visites ont provoqué la réalisation de travaux (sablage et peinture) sur le premier tiers de la hauteur du réservoir. L'exploitant a confirmé avoir établi l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection selon les recommandations du guide professionnel DT94. Dans un tel cas, les contrôles demandés par le guide sont prescriptifs. Le DT94 impose une visite interne en exploitation à minima tous les 10 ans pour tout réservoir soumis de plus de 10 m ³ . Ce contrôle n'est à ce jour pas réalisé pour les réservoirs soumis. L'exploitant n'a pas mis en place de système d'alerte automatique à l'approche des échéances. Elle considère suivre suffisamment finement l'exploitation de l'installation pour solliciter le bureau d'études afin qu'il réalise la visite externe détaillée avant l'échéance quinquennale. À défaut, le chargé d'affaires, responsable du suivi des contrôles réglementaires, serait en capacité de lui rappeler cette obligation de visite. En effet, la fiche de poste du chargé d'affaires intègre le suivi de l'ensemble des vérifications réglementaires. L'inspection n'a constaté aucune dérive sur les dernières années, le mode de fonctionnement est donc efficace.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit prévoir pour les réservoirs soumis à PM2I, en sus des visites de routine annuelles et externe détaillées quinquennales, une visite hors exploitation détaillée et ce tous les 10 ans.

> L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un échéancier de la prochaine visite hors exploitation détaillée pour chacun des réservoirs soumis à PM2I. L'ultime échéance ne pourra dépasser le 30/06/2026.

> L'exploitant mettra à jour le tableau relatif aux dates de visite en y intégrant les visites hors exploitation détaillées décennales.

> *L'inspection des installations classées rappelle qu'une visite hors exploitation décennale remplace une visite externe détaillée quinquennale, cette dernière remplaçant une visite de routine annuelle.*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
Constats : L'exploitant dispose d'un schéma des tuyauteries mais n'a pas établi de liste de tuyauteries soumises au PM2I. En recoupant le diamètre des tuyauteries (supérieur à 80 mm) et les mentions de dangers des produits qu'elles transportent, plusieurs d'entre elles sont soumises. Concernant les capacités, l'inspection a constaté la présence d'une cuve répertoriée « B », d'un volume de 100 m ³ et intégrant deux mélangeurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le recensement des tuyauteries et capacités soumises au PM2I doit être réalisé et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Une visite de routine de certaine tuyauteries de diamètre de 80 mm et supérieurs est réalisée annuellement : des fiches de surveillance, présentées à l'inspection des installations classées, en attestent. Les tuyauteries qui transitent entre les réservoirs 10-14-15-16 et la capacité B ne font pas l'objet de suivi. La capacité répertoriée « B » fait également l'objet de visites de routine annuelles. L'exploitant ne dispose pas de plan et de programme d'inspection des tuyauteries et des capacités. L'exploitant considère que les contrôles visuels de l'extérieur des tuyauteries et de la capacité suffisent à estimer le vieillissement de ces équipements. Une visite hors exploitation détaillée ne lui semble pas opportune. Ceci doit être démontré dans le plan d'inspection qui doit comprendre l'identification des modes de dégradation, la stratégie de contrôle qui en découle et la détermination des suites à donner aux contrôles. La fiche de poste du chargé d'affaires intègre le suivi de l'ensemble des vérifications réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Un plan et un programme d'inspection des tuyauteries et de la capacité doivent être rédigés. Le suivi de leur mise en œuvre doit être enregistré. Ce plan d'inspection devra notamment justifier les contrôles réalisés. L'exploitante peut s'appuyer sur le guide professionnel DT 96. > L'exploitante fera connaître ces documents à l'inspection des installations classées dans le mois qui suivra leur rédaction. > La cuve répertoriée « B » fera, a minima, l'objet d'une visite externe détaillée. > L'exploitante devra réaliser l'inspection de la cuve répertoriée « B ». Elle en fera connaître les conclusions à l'inspection des installations classées dans le mois qui suivra sa rédaction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitante, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitante dispose d'un schéma des différentes rétentions. Elle n'a pas recensé de rétentions relevant de l'article 6 de l'AM du 04/10/2010 alors que la cuvette n°2 assure la rétention des cuves 10, 14, 15 et 16 et la cuvette n°8 assure la rétention de la cuve « B ».
Demande à formuler à l'exploitante à la suite du constat : > Les cuvettes n°2 et 8 doivent être recensées au titre de l'application de l'article 6 de l'AM du 04/10/2010 car, en raison de leurs caractéristiques, elles doivent intégrer le plan de modernisation des installations industrielles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : Aucun état des lieux des cuvettes n°2 et 8 n'a été réalisé. Il s'ensuit l'absence d'inspection de ces ouvrages. Une visite de routine des rétentions est réalisée annuellement : des fiches de surveillance, présentées à l'inspection des installations classées, en attestent. L'exploitante ne dispose pas de plan et de programme d'inspection des rétentions soumises au PM2I. Le plan d'inspection qui doit comprendre l'identification des modes de dégradation, la stratégie de contrôle qui en découle et la détermination des suites à donner aux contrôles. La fiche de poste du chargé d'affaires intègre le suivi de l'ensemble des vérifications réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitante à la suite du constat : > Un plan et un programme d'inspection des cuvettes de rétention doivent être rédigés. Le suivi de leur mise en œuvre doit être enregistré. L'exploitante devra réaliser l'inspection des cuvettes n°2 et 8. Elle en fera connaître les conclusions à l'inspection des installations classées dans le mois qui suivra leur rédaction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
Constats : Depuis sa création, le site a connu plusieurs évolutions telles que la suppression de cuves de stockage ou le bardage de certains équipements, par exemple.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > En raison de ces diverses évolutions qui font que l'étude existante n'est plus à jour, l'exploitante fournira, sous un délai de 6 mois, à l'inspection des installations classées une étude de dangers actualisée ou révisée, accompagnée de sa notice de réexamen.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois